



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes portant sur les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom

Réponse du Groupe France Télécom

20 avril 2010 – 27 mai 2010

Version publique

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation : http://www.Arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-acces-genie-civil-ft-200410.pdf



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes portant sur les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom

Réponse du groupe France Télécom

20 avril 2010 – 27 mai 2010

Synthèse

France Télécom se réjouit qu'au travers de cette consultation l'Arcep retienne des principes de comptabilisation des coûts et de tarification qui répondent à plusieurs des objectifs que France Télécom avait repris dans sa réponse à la précédente consultation mais regrette profondément que la mise en œuvre qui est proposée conduise de fait à les remettre gravement en cause et porte atteinte à des principes réglementaires fondamentaux.

Ainsi l'allocation des coûts du génie civil entre le cuivre et la fibre en fonction du nombre d'accès commercialisés devrait conduire à un tarif suffisamment prévisible pour que les opérateurs puissent établir des plans d'affaires puisque le montant qui leur sera facturé dépendra du nombre de leurs clients avec une valeur unitaire dont les grandes tendances sont connues ; or cette prévisibilité ne serait en rien assurée en cas d'application des modalités de mise en œuvre proposées.

De même, le choix de la tarification en fonction du volume des câbles déployés doit inciter les opérateurs à une utilisation efficace des infrastructures existantes à condition que les comportements vertueux soient encouragés au travers des processus de l'offre de gros et que ceux qui consomment structurellement plus que les autres supportent seuls les conséquences de leur choix. A cet égard, France Télécom demande à l'Arcep de lever certaines ambiguïtés qui figurent dans le présent document et pourraient notamment accréditer l'idée selon laquelle France Télécom a une obligation de prendre en charge toutes les désaturations, ce qui ne serait à l'évidence pas possible.

La mise en œuvre des principes telle que proposée dans le projet actuel est très préoccupante sur deux points manifestement contraires au principe d'orientation des tarifs vers les coûts :

1. La détermination d'un tarif en allouant des coûts prévisionnels de l'année n au prorata des accès de l'année n-2 est contraire à la logique même de calcul de coûts de revient prévisionnels et, si elle devait être confirmée, constituerait une erreur manifeste dans la mise en œuvre du principe d'orientation des tarifs vers les coûts. En outre, ceci conduirait dans des proportions éventuellement très importantes, à une survalorisation du génie civil affecté à la boucle locale cuivre avec pour corollaire une subvention des clients d'offres sur fibre optique par ceux sur accès cuivre et notamment l'abonnement téléphonique. Ceci pourrait conduire à une augmentation de certains services sur accès cuivre et l'Arcep créerait ainsi les conditions d'une nouvelle fracture numérique du territoire. En outre, le tarif de location du génie civil ainsi que le prix ramené à l'accès payé par



les opérateurs deviendraient particulièrement instables et non prévisibles. Le prix payé par accès subirait en particulier une très forte baisse dès la mise en œuvre du nouveau tarif pour augmenter tendanciellement par la suite pendant plusieurs années à un rythme difficile à anticiper. Le recours à une telle méthode est d'autant moins justifié qu'il est parfaitement possible de déterminer un tarif sur la base d'un parc prévisionnel comme exposé dans la présente réponse, qui garantisse stabilité du prix payé par accès et équilibre avec le coût supporté par les accès cuivre.

La méthodologie proposée en matière de prévisionnel conduit ainsi à porter atteinte au principe d'orientation vers les coûts et à la règle de pertinence des coûts selon laquelle au terme de l'article D.312 « *les coûts pris en compte doivent être pertinents; c'est-à-dire liés par une forme de causalité; directe ou indirecte; aux services rendus.* » qui doit guider l'Arcep dans le cadre de l'établissement des spécifications du système de comptabilisation des coûts.

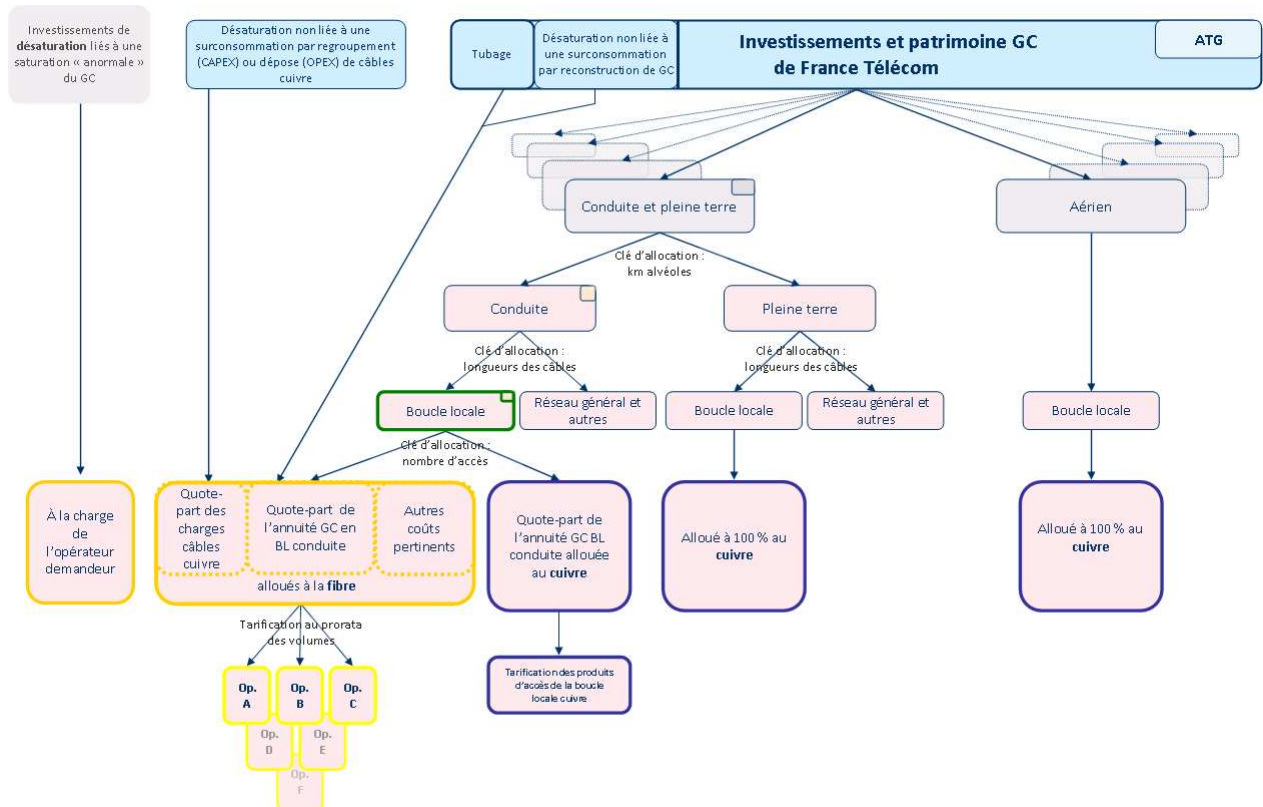
2. La segmentation des tarifs entre le transport et la distribution conduit de fait, dans la mise en œuvre envisagée, à pénaliser les opérateurs déployant des réseaux en technologie PON. Une telle segmentation, qui ne résulte d'ailleurs d'aucune demande dans les réponses à la consultation publique publiées par l'Arcep, serait artificielle dans la mesure où ces notions de transport et de distribution renvoient à une architecture du réseau de boucle locale cuivre et non à celle du génie civil, et que les coûts ne sont pas différenciés aujourd'hui entre ces deux parties. Cette segmentation conduirait à des effets difficilement prévisibles sur les tarifs du transport et de la distribution, dépendant en particulier de l'utilisation du génie civil existant dans la partie haute du réseau, et du rythme de déploiement dans les différentes parties du territoire. Enfin, il faut souligner la complexité qui résulterait de cette segmentation, en apparence simple, pour les processus et en retarderait inutilement l'industrialisation. Rien ne garantit, aujourd'hui, que les informations disponibles permettent sa mise en œuvre.

France Télécom demande par conséquent à l'Arcep une révision du projet sur ces deux points.

I. Comptabilisation des coûts pour l'accès au génie civil de boucle locale en conduite

- A) Sur l'assiette de coûts pertinents pour l'accès au génie civil de boucle locale en conduite de France Télécom

Le schéma simplifié figurant page 15 (cf ci-dessous) du projet de décision nous semble devoir être précisé comme ci-après :



En effet, par rapport au schéma proposé par l'Arcep, il convient d'identifier clairement :

- les investissements de désaturation liés à une utilisation qui excède les besoins liés au déploiement efficace d'un réseau FttX quel que soit le mode de désaturation retenu. En effet, ces investissements ne relèvent pas de l'offre de gros pour l'accès aux infrastructures et sont supportés uniquement par l'opérateur demandeur,
- au sein des investissements et patrimoine GC de France Télécom, ceux liés aux travaux de tubage ainsi que ceux liés aux coûts de reconstruction de GC dans le cas d'une désaturation légitime. Ces deux types de charges, dont le fait générateur est le déploiement de réseaux FttX, doivent être affectées directement à la fibre,
- les investissements et les charges de patrimoine liés au regroupement de câbles cuivre non lié à une surconsommation. Le principe de causalité conduit à affecter directement ces charges à la fibre,
- les charges d'exploitation câbles cuivre correspondant à la dépose de câbles non liée à une surconsommation. Le principe de causalité conduit à affecter directement ces charges à la fibre,
- les autres coûts pertinents qui rentrent dans l'assiette des charges affectables à la fibre.



B) Sur les clés d'allocation des coûts de génie civil

Le respect des principes de causalité et de non discrimination qui fondent tout système fiable de calcul des coûts exige que les données financières et physiques utilisées soient conformes à la réalité. Or, le système proposé revient à figer dans le temps certains paramètres qui ont pourtant vocation à évoluer. D'autre part, tout blocage provoque au fil du temps l'apparition d'écarts entre les valeurs figées et les valeurs réelles. Lorsque la question de l'ajustement de ces paramètres se posera, celui-ci sera brutal ce qui introduit par nature une imprévisibilité alors que le choix d'une déformation continue est possible. C'est pourquoi France Télécom est très réservée sur la proposition de figer certains paramètres, tels que le propose le projet de décision. De plus, dans sa forme actuelle, les valeurs qu'il est envisagé de figer ne peuvent rester cohérentes entre elles compte-tenu des évolutions inéluctables d'autres paramètres.

Le génie civil de France Télécom est enregistré en comptabilité indépendamment de ses caractéristiques techniques. Par contre, les acquisitions à titre gratuits (ATG) sont identifiées.

Il est donc nécessaire d'utiliser des clés de répartition pour allouer les investissements aux différentes composantes et aux divers usages du génie civil.

Cette ventilation s'opère en quatre étapes. Les données chiffrées présentées ci-après sont celles constatées en 2008 (arrondies au dixième de %).

Etape 1 : les investissements sont ventilés entre conduite et pleine terre au prorata des longueurs d'alvéoles. La clé de répartition est de [...] pour la conduite et [...] pour la pleine terre.

Etape 2 : Les investissements en conduite sont ventilés entre boucle locale et hors boucle locale au prorata des longueurs de câbles. Les câbles de transmission du réseau d'accès, en cuivre, dédiés à la clientèle d'affaires ne sont pas pris en compte. Ces câbles, ont été installés à une époque où les technologies de transmission limitaient les possibilités de cohabitation au sein d'un câble entre des paires numérisées ou non. Ils ne seraient pas reconstruits par un opérateur efficace. Cette correction porte sur [...] des longueurs de câbles et a pour effet de diminuer la part allouée à la boucle locale. Le ratio obtenu est de [...] des longueurs en boucle locale.

Etape 3 : Les ATG sont déduits (à la fois de la boucle locale et du total) mais l'ingénierie contrôle des ATG est conservée puisqu'elle reste à la charge de France Télécom.

Etape 4 : Les annuités sont calculées conformément à la réglementation

- en coûts courants économiques sur 40 ans pour la conduite
- en coûts courants économiques sur 25 ans pour le génie civil de la boucle locale en pleine terre
- en coûts de remplacement pour le génie civil hors boucle locale en pleine terre.

La part de l'annuité boucle locale en conduite dans le total de l'annuité de génie civil est de [...] en 2008. Ce résultat appelle deux remarques : d'une part, il est significativement éloigné des 65% envisagés par l'Arcep à l'article 2 a) du projet de décision, sachant que le montant total est de [...] et d'autre part, il n'est pas constant dans le temps.

L'ensemble des clés calculées aux différentes étapes change chaque année en fonction :

- de la transformation physique du réseau déterminée par la demande des clients, le dynamisme de l'immobilier, la technologie ;
- de l'évolution des pratiques des collectivités locales et des lotisseurs pour les ATG ;
- du décalage des générations d'investissement dans les calculs d'amortissement ;
- du taux d'actualisation fixé par décision de l'Arcep pour deux ans.

Si l'on souhaite que certains paramètres conservent la même valeur pendant plusieurs années, un choix s'impose. On ne peut les figer tous puisqu'ils sont mécaniquement liés entre eux et que certains varient inéluctablement notamment la noria des générations d'immobilisations dont la plus ancienne devient totalement amortie et la plus récente est constituée des nouveaux investissements.

L'algorithme décrit ci-dessus est nécessaire pour allouer les coûts car la comptabilité ne fournit pas de données à une maille suffisamment fine. Il serait paradoxal de figer des données qui sont directement



lisibles en comptabilité tel le montant des ATG. La prise en compte des valeurs réelles suppose de laisser les calculs se dérouler à partir de l'étape 3 ci-dessus. Il serait par contre envisageable de figer les données servant aux clés de répartition entre conduite et pleine terre et entre boucle locale et hors boucle locale pour une durée de 3 ans comme le propose l'Arcep. Dans ce cas, il serait préférable de retenir, pour le ratio conduite/pleine terre, la valeur prévisionnelle moyenne sur la période 2010-2012, soit [...].

Cela nécessite de revoir la rédaction du 1er alinéa du paragraphe a) de l'article 2 du projet de décision qui pourrait être ainsi rédigé : « Les coûts d'amortissement et de rémunération des capitaux investis des actifs de génie civil de France Télécom résultant des allocations conduite/pleine terre et boucle locale/réseau général, étant entendu : »

- C) Sur l'allocation des coûts de génie civil de la boucle locale en conduite de l'année n entre cuivre et fibre sur la base des parcs de l'année n-2

L'article 5 du projet de décision prévoit d'allouer les coûts du génie civil de la boucle locale entre cuivre et fibre au prorata du nombre d'accès actifs de l'année n-2 et de calculer le tarif de l'année n comme le ratio de ce montant par les volumes de câbles prévisionnels de l'année n.

Cette méthode n'est à l'évidence pas pertinente dans un contexte de forte croissance prévisible du FttX.

Ci-après un exemple chiffré, basé sur les hypothèses de déploiement FttX communiquées par l'Arcep, illustrant ce que donnerait la proposition de l'Arcep.

[...]

Cet exemple fait apparaître que la solution préconisée par l'Arcep ne conduit pas, dans les faits, à une ventilation des coûts de génie civil de la boucle locale en conduite entre cuivre et fibre optique au prorata des accès commercialisés, mais qu'au contraire, les accès sur fibre optique sont financés par les accès sur cuivre.¹

En outre, il convient de souligner qu'une allocation des coûts entre cuivre et fibre optique en fonction des accès commercialisés est susceptible de conduire à une augmentation du tarif unitaire de location du génie civil ramené au volume de câble, le nombre d'accès optiques commercialisés correspondant à un déploiement de câble donné augmentant durant plusieurs années après le déploiement en question. L'utilisation de données de l'année n-2 pour déterminer l'allocation des coûts de l'année n non seulement amplifierait largement ce phénomène (et en particulier provoquerait une baisse des tarifs excessivement brutale lors de la mise en œuvre de cette règle), mais en outre conduirait à ce que le prix payé par les opérateurs ramené à l'accès optique augmente durant plusieurs années à un rythme difficilement prévisible.

Pour éliminer ce biais manifeste, il convient de retenir une clé d'allocation des coûts de génie civil entre fibre et cuivre fondée sur les parcs de l'année n. Pour cela, il faut disposer d'une prévision de l'évolution des parcs, dans le courant du second semestre de l'année n-1. A cette fin, deux méthodes sont envisageables :

- collecter les prévisions de parcs pour l'année n auprès de chaque opérateur ;
- collecter le parc existant mi n-1 et réaliser une prévision centralisée du parc de l'année n.

Compte tenu des enjeux concurrentiels, seule l'Arcep est en mesure de demander aux opérateurs leurs prévisions de parc qui relèvent du secret des affaires. Il semble néanmoins probable que la réalisation

¹ Ceci est confirmé par le modèle additionnel publié par l'Arcep le 12 mai 2010. En effet, le coût supporté par les accès en fibre optique est de 18 €/an par rapport à une moyenne globale de 36 €/an. Ceci signifie que les accès sur paires de cuivres, majoritairement présents en zone rurale dans l'exemple publié, supportent un coût de 45€/an soit 2,5 fois le coût affecté à la fibre. Ce phénomène est entièrement imputable au fait de retenir l'année n-2 comme référence.



d'une prévision unique de l'état du marché l'année n sera plus fiable que la somme des prévisions des opérateurs. En effet, il n'y a aucune raison pour que la somme des parts de marché anticipées par chaque opérateur soit égale à 1.

France Télécom propose donc que l'Arcep collecte les parcs mi n-1 et les prévisions de déploiement des opérateurs et modélise les parcs de l'année n à partir des informations recueillies. Sur cette base, France Télécom calculerait les coûts prévisionnels de l'année n.

En complément, afin de donner une prévisibilité à moyen terme, l'Arcep pourrait prolonger ses prévisions sur quelques années et calculer le tarif de location du génie civil sur la base d'un coût moyen pluriannuel.

Le modèle de prévision pourrait être élaboré en collaboration avec les opérateurs, en cherchant à construire un outil simple et transparent susceptible d'être opérationnel rapidement. Il pourrait, le cas échéant faire l'objet d'une consultation formalisée mais cette étape ne serait pas indispensable en cas de consensus entre les diverses parties prenantes.

D) Sur les coûts non patrimoniaux recensés par le projet

La définition des coûts d'exploitation encourus par France Télécom (au paragraphe I D 1- page 11) est incomplète.

D'une part, elle précise que les coûts « intègrent également les coûts opérationnels relatifs à l'infrastructure issue d'opérations de reconstruction et de désaturation effectuées sur le segment de la distribution ». Il convient d'inclure également les mêmes coûts encourus en transport, pour le cas où il y en aurait.

D'autre part, elle énonce que « les coûts d'exploitation et de maintenance incluent notamment les coûts de personnel, les coûts des matériels et la fiscalité ». Les coûts des achats externes doivent être également intégrés. Ils ne sont pas marginaux, les travaux de génie civil étant en grande partie sous-traités.

Enfin, l'Autorité prévoit (en fin de paragraphe II B 1 page 16), que France Télécom finance un audit des parcs d'accès FttX desservis grâce à l'utilisation d'une offre d'accès au génie civil de boucle locale en conduite. Cet audit, doit être inclus dans le périmètre des coûts pertinents.



E) Sur les désaturations

Les attendus du projet de décision ainsi que ses annexes comportent des ambiguïtés sur le périmètre des coûts à prendre en compte et pouvant être interprétés comme faisant porter implicitement sur France Télécom des obligations auxquelles elle n'est ni ne pourrait d'ailleurs être soumise au titre des décisions d'analyse de marché ou des décisions qui découlent de ces dernières.

Ainsi, le document de consultation fait figurer dans la liste des investissements spécifiques de France Télécom les dépenses liées aux opérations de désaturation y compris dans le cas où les demandes des opérateurs conduiraient à reconstruire de nouvelles infrastructures de génie civil. De plus dans sa rédaction actuelle, ce projet de décision pourrait être interprété comme conduisant France Télécom à assurer la désaturation y compris en cas de « *surconsommation du génie civil de la boucle locale* »².

L'obligation d'accès qui pèse sur France Télécom ne concerne que les infrastructures existantes en l'état et ne peut donc conduire dans le cas du génie civil à une obligation de construction de nouveaux fourreaux. Dans ces conditions, il est indispensable que le projet actuel de décision soit remanié sur ce point afin de lever toute ambiguïté.

Par contre, France Télécom rappelle qu'elle a évoqué dans sa réponse en date du 15 février 2010 à la consultation de l'Arcep de décembre 2010 sur la tarification du génie civil, la possibilité de prendre en charge, au niveau financier et non opérationnel, certaines dépenses de désaturation de ses infrastructures. Une telle modalité commerciale impliquerait bien sûr le respect de certaines conditions qu'il resterait à définir dans d'autres cadres, notamment des limites en volume ou le respect de critères conduisant à une utilisation efficace du génie civil y compris dans le recours aux solutions de désaturation. Ceci exclurait bien sûr la désaturation dans le cas d'une utilisation inefficace du génie civil existant comme c'est le cas pour les réseaux point à point dans le segment du transport. Une amélioration du schéma permettant de préciser les points et dissiper les malentendus est ainsi proposée.

En outre, le terme de « surconsommation » nécessite une définition précise. France Télécom propose : toute utilisation inefficace d'un génie civil existant à savoir qui ne privilégie pas les solutions les moins coûteuses dans les cas de désaturation ou qui excède manifestement les besoins d'un réseau PON. Il s'agit, par exemple, de la reconstruction de fourreaux alors que d'autres solutions seraient possibles ou, sur le segment de transport, du déploiement de réseaux point à point.

² Les coûts liés à ce type de désaturation figurent, entre autres, en page 8 du document au titre du patrimoine ou des investissements de France Télécom

II. Tarification de l'accès au génie civil de boucle locale en conduite et mise en œuvre

A) Sur la distinction entre transport et distribution

Les câbles de transport et les câbles de distribution de la boucle locale en cuivre correspondent bien à deux catégories distinctes, mais cette distinction n'existe pas dans le génie civil. Il peut certes arriver qu'on ait des conduites transport et distribution distinctes sur le même itinéraire, mais ceci est loin d'être le cas général. Le plus fréquemment, les câbles de transport et les câbles de distribution présents sur le même itinéraire partagent la même conduite, dans des alvéoles qui ne sont pas clairement différentes. En conséquence les notions de transport et de distribution pour le génie civil n'apparaissent pas dans les systèmes d'information (SI) de France Télécom : ni dans le SI comptable pour le suivi des coûts, ni dans le SI technique. Par conséquent, rien ne garantit à ce jour que les informations disponibles permettent de mettre en œuvre une telle distinction.

La seule distinction éventuellement envisageable pour décomposer l'utilisation et les tarifs du GC est celle du GC sur un itinéraire de câbles de transport en cuivre, et du GC sur d'autres itinéraires, distinction qui ne sera disponible que tant que les câbles en cuivre ne sont pas démontés.

Pour faire une telle décomposition du GC, se posent des questions de détermination des coûts de chaque composante, et de pertinence de l'exercice.

En conséquence de la situation décrite ci-dessus, aucune donnée décrivant le génie civil lui-même n'est disponible pour obtenir directement une décomposition des coûts. En ce qui concerne les câbles en cuivre, on dispose des longueurs de câbles de transport et de distribution, mais pas de la partie des câbles de distribution présents sur le même itinéraire que le transport. Une estimation à partir des longueurs de câble peut toutefois être faite en utilisant les longueurs de câbles de chaque type. La répartition des coûts de GC ainsi obtenue est de [...] pour le transport et [...] pour la distribution. On notera que ce [...] sous-estime la réalité puisque la part des câbles de distribution qui sont sur le trajet du transport n'est pas incluse.

Même si on obtient ainsi un moyen de répartir en deux les coûts du génie civil, la pertinence de l'exercice n'est pas démontrée.

Ainsi utiliser des valeurs nationales alors que la proportion transport/distribution peut être très variable d'une zone à l'autre, n'est sûrement pas cohérent pour le calcul d'un tarif qui ne concernera que des zones précises dans un premier temps, celles où se déploiera le FttX.

D'autre part en début de déploiement, les opérateurs ne desserviront pas toutes les rues et la consommation de la distribution sera par conséquent plus faible.

B) Sur le modèle simplifié publié par l'Arcep le 12 mai 2010

France Télécom ne comprend pas l'origine des valeurs des paramètres d'entrée et il semble que le modèle manque de cohérence. Ceci rend difficile tout commentaire sur les résultats.

C) Sur le calendrier

Les données nécessaires pour calculer des coûts prévisionnels proviennent des budgets construits par les entités opérationnelles de France Télécom. Le calendrier budgétaire est arrêté pour l'ensemble du groupe au niveau mondial et est donc peu flexible. A titre indicatif, la première version du budget 2010 était disponible le 26 octobre 2009. Il paraît donc difficile de garantir la transmission à l'Arcep de données relatives aux investissements au plus tard le 30 octobre. De même, la publication de tarifs avant le 30 novembre ne pourra reposer que sur des coûts prévisionnels non audités.

L'article 5 du projet de décision énonce que France Telecom publiera, avant le 30 novembre de l'année n-1, les tarifs d'usage de son génie civil. Nous notons que dans ce cas l'Arcep considère qu'un préavis d'un mois est suffisant même en cas de hausse d'un tarif de gros, ce qui devrait être le plus souvent le



cas d'une année sur l'autre compte tenu de la méthodologie proposée par l'Arcep. Ceci n'est pas compatible avec la décision n° 08-0835 de l'Arcep en date du 24 juillet 2008.

D) Sur le cas particulier du tarif 2010

Le tarif qui devra s'appliquer à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision de l'Arcep jusqu'au 31 décembre 2010 ne saurait être nul. Il conviendra d'appliquer le tarif tel qu'il ressort de l'application des nouvelles règles qui figureront dans la future décision.

ANNEXE 1: Allocation des coûts de patrimoine du génie civil de la boucle locale conduite entre cuivre et fibre

Soient :

Pf_n le parc d'accès actifs en fibre de l'année n

Pc_n le parc d'accès actifs en cuivre de l'année n

A le montant total de l'annuité de génie civil de l'année n

Pendant de nombreuses années, le taux de croissance du parc des accès en fibre sera supérieur à celui

du parc des accès en cuivre : $\frac{Pf_n}{Pf_{n-2}} > \frac{Pc_n}{Pc_{n-2}}$

On en déduit : $\frac{Pc_{n-2}}{Pf_{n-2}} > \frac{Pc_n}{Pf_n}$

Puis $1 + \frac{Pc_{n-2}}{Pf_{n-2}} > 1 + \frac{Pc_n}{Pf_n}$

Ou encore $\frac{Pf_{n-2} + Pc_{n-2}}{Pf_{n-2}} > \frac{Pf_n + Pc_n}{Pf_n}$

Qui est équivalent à $\frac{Pf_{n-2}}{Pf_{n-2} + Pc_{n-2}} < \frac{Pf_n}{Pf_n + Pc_n}$

Or les deux termes de cette inéquation sont les clés de répartition des coûts de génie civil de la boucle locale entre fibre et cuivre reposant d'une part sur les parcs de l'année $n-2$, d'autre part sur les parcs de l'année n .

Il en résulte que dans un contexte de croissance plus rapide des accès fibre que des accès cuivre, l'utilisation d'une clé basée sur les parcs de l'année $n-2$ introduit un biais dans l'affectation des coûts entre fibre et cuivre, au profit de la fibre et au détriment du cuivre, ce qui contrevient au principe de neutralité technologique énoncé par l'article L32-1 13° du CPCE.

Ce biais induira un transfert de ressources entre les opérateurs si les parts de marché sur cuivre et sur fibre ne sont pas identiques pour chaque opérateur. Or, un tel scénario est probable puisque la fibre sera d'abord déployée en zone dense et que les parts de marché actuelles ne sont pas homogènes sur le territoire.

In fine, l'importance relative du biais dans une phase de forte croissance du parc des accès en fibre conduit à ne plus réellement allouer les coûts entre fibre et cuivre au prorata des accès. La méthode affichée est suffisamment perturbée par les modalités de mise en œuvre pour être dénaturée.

D'autre part cette méthode est incohérente avec les règles qui s'imposent dans un modèle prévisionnel rationnel, où à défaut de connaître toutes les données prévisionnelles on essaie de maintenir stables par rapport au dernier constaté les ratios qui bougent logiquement peu, et a contrario de faire évoluer les données variables en fonction des paramètres connus les plus pertinents.

Enfin l'incohérence de la méthode se reportera sur le calcul du coût des paires en cuivre. En effet pour que France Télécom recouvre ses coûts une fois et une seule, il faudra diviser le montant global affecté au cuivre par le nombre de paires utilisées prévisionnel de l'année n .



La part des coûts allouée au cuivre, l'année n devrait être $\frac{P_{C_n}}{P_{f_n} + P_{C_n}}$ dont découle le coût unitaire de la paire de cuivre $\frac{A}{P_{f_n} + P_{C_n}}$

Avec la méthode proposée par l'Arcep, la part de coût allouée au cuivre l'année n devient $\frac{P_{C_{n-2}}}{P_{f_{n-2}} + P_{C_{n-2}}}$ et le coût unitaire de la paire de cuivre $\frac{A}{P_{f_{n-2}} + P_{C_{n-2}}} \cdot \frac{P_{C_{n-2}}}{P_{C_n}}$

Si l'on peut considérer que le dénominateur $P_{f_{n-2}} + P_{C_{n-2}}$ est peu différent de $P_{f_n} + P_{C_n}$ car le parc total d'accès varie lentement, le coefficient multiplicateur $\frac{P_{C_{n-2}}}{P_{C_n}}$ est dénué de tout fondement logique.



ANNEXE 2: Allocation des coûts de patrimoine de du génie civil de la boucle locale conduite entre cuivre et fibre : exemple chiffré

[...]